



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS
Finances publiques
Deux-Sèvres



COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 08 OCTOBRE 2019

DECLARATION LIMINAIRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Depuis des mois, l'ensemble des personnels de la DDFIP 79 se mobilise contre votre vision des Finances Publiques et du service public de demain.

En dénonçant la cartographie dont vous vous faites le défenseur, les agents et les organisations syndicales vous ont maintes et maintes fois alerté sur les dangers d'un tel cataclysme dans l'organisation future de nos missions:

- accroissement des distances domicile-travail avec les risques que l'on connaît,
- mobilité géographique et/ou fonctionnelle imposée et non désirée,
- perte des relations avec les contribuables et les collectivités,
- perte de compétence et d'expertise dans les services par le départ d'un grand nombre et l'arrivée de plus d'un tiers de novices.

Nous avons aussi alerté tous les élus du département sur les risques de cette restructuration sur l'attractivité de leur territoire, sur l'isolement de leurs citoyens et sur la totale contradiction avec le discours de M Macron le 25 avril dernier en réponse à la demande de plus de services publics réclamée par la colère sociale qu'on connaît depuis un an.

Ceux-ci, inquiets du devenir de leurs communes, de leurs cantons vous ont aussi alerté, en reprenant parfois nos arguments auxquels ils adhèrent.

Pourquoi cette inquiétude?

D'une part, car la nouvelle cartographie du réseau que vous avez présenté aux élus ont donné le sentiment que ce projet était déjà entériné alors que la carte départementale a déjà été modifiée il y a moins de deux ans. Celle-ci ne permet aucune modification et vous laissez à la charge des collectivités de trouver les moyens humains et financiers de pallier à cette désertification, par la création de MFS.

D'autre part, et les élus n'ont pas été dupes, si la carte démultiplie les points de contacts, elle fait disparaître les services de gestion des collectivités et des impôts, avec 7 services seulement (3 SGC, 2 SIP, 1 SIE et 1 trésorerie hospitalière) au lieu de 23 services au 1 janvier de cette année (14 trésoreries, 6 SIP, 3 SIE).

Pour rappel, en 2004, il y avait 33 trésoreries, 6 CDI et 6 SIE soit 45 services de gestion des impôts et des collectivités.

Enfin, et nous aurions dû le dire dès le début, cette carte n'est le fruit que de votre seule réflexion. Aucune démarche auprès des agents, des cadres, des comptables n'a été faite au préalable. Cela nous donne le sentiment d'un profond mépris, d'un abandon que nous ne pouvons accepter, d'où notre colère et le désarroi d'une grande majorité des agents du département.

Cette colère s'est exprimée le 16 septembre dernier avec une protestation vive et majoritaire des agents. Depuis cette date, de nombreux services dans le département dénoncent auprès du public et des élus, votre nouvelle cartographie qui ne répond pas à leurs attentes.

De plus, depuis la rentrée, les députés et les sénateurs de toute la France se sont fait les porteurs de notre colère et de l'inquiétude des maires, au sein de l'Assemblée Nationale et du Sénat, en dénonçant la méthode employée par la DGFIP, l'absence totale de garantie en terme de répartition des ressources pour le transfert de charges, l'éloignement de l'administration du citoyen, et une erreur politique et sociale notamment dans les zones défavorisées les plus fragiles.

Enfin, s'il fallait se convaincre que la création des maisons France Service n'intéresse que très peu de maires dans notre département, du fait de l'absence de financement suffisant et de garantie de pérennité, le fait de demander aux agents des Finances Publiques d'être volontaires pour travailler dans ces structures nous prouve, encore plus, s'il était nécessaire que vous n'avez aucune marge de manœuvre pour faire en sorte que les communes candidatent auprès de la Préfecture.

Comment peut-on concevoir, alors que vous voulez lancer dans la destruction du réseau, que nous allons être complices de notre propre mort? La direction se comporte tel un pompier-pyromane mettant en place une réforme explosive du réseau tout en promettant un avenir radieux et paisible pour celui-ci.

Si quelques agents y voient, peut-être une opportunité, c'est surtout qu'elle leur permet de ne pas faire 40 ou 80 km de plus par jour pour aller dans le futur service que vous leur proposerez, ce n'est qu'une échappatoire pour fuir un avenir noir qui reste manifestement très sombre pour tous.

Mais avez-vous dit aux agents qu'ils devront maîtriser la gestion d'applicatifs de 8 administrations sur Internet?

Avez-vous dit que les MFS ont une obligation d'ouverture de 24 heures minimum par semaine?

Avez-vous pensé à l'isolement de ces agents par rapport au reste de leur équipe?

Avez-vous pensé aux services de gestion comptable, aux SIP qu'ils vont perdre des agents dans leur structure pour satisfaire votre vision du service public?

L'impréparation de cette restructuration, les atermoiements de notre direction et de notre ministre ne peuvent nous laisser penser qu'une seule chose; cette réforme n'est bonne pour personne, elle n'apportera aucune amélioration du service public et ne fait que contribuer au désespoir des agents et qu'à la perte du lien de confiance entre les citoyens et l'administration au sens large.

Pour toutes ces raisons, nous demandons, le maintien de toutes les structures en place à ce jour, l'abandon de cette réforme et le retour d'un véritable dialogue social.



Après lecture de cette liminaire, et une réponse brève et pleine de bons sentiments de la part de notre Directrice, les élus de l'ensemble des organisations syndicales ont quitté la réunion sans y avoir siégé.